



73

7EME ANNEE • PRIX: 50 FB • ABONNEMENT ANNUEL: 500 FB • CCP 000-1168701-45  
INFO-TURK - SQUARE Ch. M. WISER - 1040 BRUXELLES • TEL: (32-2) 230 34 72 •  
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION • ISSN 0770 - 9664



## NOUVELLE ERE EN TURQUIE

*"Le résultat est probablement acquis d'avance. Avec des électeurs sujets à l'intimidation et une interdiction de toute critique, les généraux vont probablement obtenir un appui à leur constitution musclée et simultanément d'une manière d'ailleurs contestable, un mandat de sept années pour leur leader le général Kenan Evren..."*

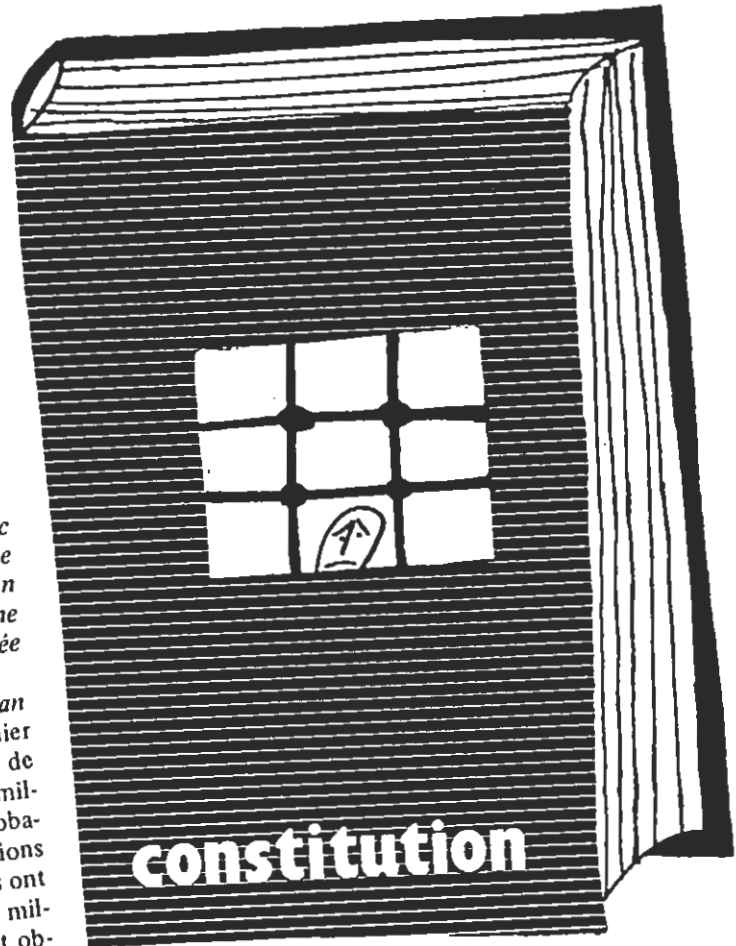
Ce commentaire du quotidien anglais *The Guardian* du 29 octobre 1982 rejoignant notre analyse du dernier numéro de notre Bulletin, a été confirmé par le résultat de référendum du 7 novembre: 91,27 pourcent des 20,7 millions d'électeurs ont déposé leurs votes. Le taux d'approbation a été 91,37 pc. Cela veut dire que sur les 20,7 millions de citoyens turcs âgés de plus de 21 ans, 17,2 millions ont voté oui à la "constitution", 1,6 millions non, et 1,9 millions ont refusé de voter malgré le fait que le vote était obligatoire.

Si l'on tient compte que la campagne clandestine contre la constitution portait sur deux points, "votiez non" et "abstenez vous" 3,5 millions des 20,7 millions d'électeurs ont donc manifesté leur opposition à la "constitution" et donc au général Evren.

Après avoir mis son chapeau cylindre et son frac de "président de la République" le général Evren a remercié la nation le 12 novembre 82, pour avoir "montré une magnifique unité nationale et un très haut niveau de maturité et de conscience lors du référendum" il ajouta: "Vous avez renouvelé et renforcé le prestige et la respectabilité de l'Etat turc aux yeux du monde entier."

La vérité en la matière a été diamétralement opposée aux dires d'Evren, comme l'a démontré la presse mondiale. L'expression d'une maturité et d'une conscience politique dépend de la libre procédure de vote. Quelques démonstrations formelles comme le vote secret et le dépouillement ouvert ne suffisent pas à assurer une procédure démocratique. Pour cela l'électeur devait avoir au moins deux choix.

Alors que lors du référendum du 7 novembre, la junte militaire n'a pas permis à l'opposition de présenter une alternative à la constitution ou un autre candidat à la présidence de la République. Durant sa campagne électorale, le général Evren a forcé le peuple à choisir entre un régime autoritaire et le chaos régnant avant le coup d'état du 12 septembre 1980.



Bénéficiant de l'interdiction de mener campagne contre la constitution, le général Evren, dans son "one man show" s'est présenté lui et les dirigeants militaires actuels comme étant les héros qui ont arrêté la violence politique et comme étant la seule garantie empêchant le renouvellement de cette violence dans le futur.

Dans l'opinion mondiale, cet argument d'Evren a été interprété comme étant l'un des plus importants facteurs ayant assuré le 91,37 de vote favorable. Cela est bien, mais...

L'on ne doit jamais oublier que ce sont les mêmes militaires qui ont planifié et organisé la violence politique en Turquie afin de créer un prétexte nécessaire pour un coup d'état militaire. C'est l'organisation de contre-guérilla, située dans les quartiers de l'Etat-major des Forces Armées turques qui a encouragé et protégé les "loups-gris" et le Parti d'Action Nationaliste néo-fasciste. Malgré le fait que ce parti et ses organisations parallèles étaient les principaux auteurs de la violence politique en Turquie grâce à cette protection, les nombre de loups-gris arrêtés ne dépasse pas le millier alors que près de 50.000 progressistes et de démocrates sont encore sous les verrous et soumis à une répression inhumaine. Le procès du colonel Türkeş, chef du parti neo-fasciste et ses compagnons n'est qu'une manipulation afin de faire croire à l'opinion publique mondiale que la junte est impartiale. Alors que des milliers d'intellectuels distingués de Turquie sont jugés et condamnés pour leurs opinions, tous les chefs du parti neo-fasciste, à l'exception de Türkeş et de 2 autres, ont été déjà relâchés.

Avant le référendum, un quotidien anglais a reporté sous le titre: "Les généraux ont tourné à droite":

"Le pouvoir militaire célèbre son deuxième anniversaire au 12 septembre. Les programmes sur la télévision d'Etat ont clairement reflété la nouvelle idéologie et les alliances des généraux. Pour la première fois depuis le coup, la gauche a été présentée comme portant seule la responsabilité de l'état de semi guerre civile qui précédait le coup d'Etat. La droite a été présentée comme étant des nationalistes en légitime défense devant les attaques de la gauche communiste. Ce point de vue constitue un changement de cap radical dans la politique des généraux. (...) Ce changement de ton était à prévoir par d'autres développements allant dans la même direction. En fin Juillet de nouveaux recteurs ont été nommés aux universités, par le chef de l'Etat. Ces nominations étaient surprenants de la part d'un gouvernement dont le but avoué était d'établir la paix sociale, puisque 5 d'entre eux étaient connus pour être des membres actifs du mouvement fasciste. La plupart d'entre eux ont été mêlés aux actions du parti de la Justice de droite, actuellement dissous, ayant coopéré avec les fascistes.

"Les promotions et les nominations au sein des Forces Armées ont eu lieu en août. Ceux qui ont été mis en retraite ont été les modérés qui préconisaient un prompt retour au régime civil, une constitution plus libérale et une attitude claire contre les fascistes. Ainsi, il apparaît que le nouvel homme fort est le commandant de l'armée le général Nurettin Ersin. Simultanément, les commandants de la Loi Martiale connus pour leurs sympathies aux fascistes ont été retenus à leurs postes.

"Le premier ministre de la junte a publiquement déjeuné avec le cerveau de l'ancien Parti d'Action Nationaliste, le second homme, alors qu son leader Atparslan Türkeş est toujours en prison. Les discours officiels deviennent de plus en plus nationalistes, militaristes, xénophobes. La répression s'accroît, et pas seulement au niveau des intellectuels de gauche mais également au niveau des restants d'organisations de la

classe ouvrière au niveau local." (The Guardian, 29 octobre 1982)

Ce processus met également Türkeş en relief, bien qu'il soit toujours en prison. Dans une pétition qu'il a envoyée lui même au tribunal militaire le 8 octobre, Türkeş, soulignant les ressemblances entre ses déclarations précédentes au coup d'état et les déclarations actuelles du général Evren dit: "Toutes les demandes formulées dans le manifeste électoral du Parti d'Action Nationaliste ont été mis en pratique aujourd'hui." Et il a ajouté que son parti supportait toutes les étapes de la création "d'un Etat fort".

Cette "constitution" et la présidence de la République du général Evren représente "l'Etat fort" revê par le colonel Türkeş.

Alors que le parti de Türkeş n'était pas capable d'obtenir plus de 6,4 pc aux élections précédents le coup d'état, comment est-il possible que les idées du même parti obtiennent une approbation de 83 pourcent au référendum?

Cela peut tout d'abord être expliqué par une répression sans précédente durant la campagne de propagande à sans unique:

- La contre propagande était officiellement interdite. Ceux qui ont osé outrepasser cette interdiction se sont retrouvés en prison. Un premier exemple a été le 27 octobre, l'arrestation de 50 militants de 3 organisations de gauche et une de droite, distribuant des tracts contre la "constitution", à Istanbul, et le fait que ceci ait été relaté à travers les journaux, la radio et la télévision en but d'intimidation. Le jour du référendum, même l'un des membres du corps de garde du premier ministre a été arrêté pour avoir déclaré qu'il a voté non. Peu après, il a été licencié. A Diyarbakir, un autre garde a été arrêté pour ne pas avoir appréhendé ceux qui mettaient en pièce les affiches en faveur de la "constitution". A Gaziantep un employé chargé du dépouillement a été arrêté pour avoir incité un électeur à voter contre.

- Alors que les précédentes élections étaient placées sous la surveillance des représentants des partis politiques, cette fois-ci, seul les employés nommés par la junte ont pu contrôler le déroulement des élections et le dépouillement des voix.

- Dans plusieurs salles de scrutin, il n'y avait que les bulletins "blancs". Les partisans de la junte avaient placé au sommet de certains isoires des miroirs afin de déceler le vote fait par l'électeur.

- Le bulletin bleu avait un reflet nettement sombre à l'intérieur de l'enveloppe, et par ailleurs ces bulletins étaient plus épais et pouvaient donc être perçus par les officiels.

- L'on a annoncé à l'avance que les bulletins signés ne seraient pas annulés contrairement à l'usage. Cette mesure était une manœuvre adroite pour forcer les gens à faire connaître leur choix.

Si malgré ces mesures répressives 9 pc d'électeur ont préféré ne pas se rendre aux urnes et 8 pc ont voté non, cela relève d'un courage admirable.

Ce défi a surtout été enregistré dans les provinces du Kurdistan de Turquie où la répression s'était fait sentir plus fortement. A Diyarbakir il y a eu 14 pc d'abstention, 17 pc de non, 69 de oui. Ces pourcentages sont respectivement: 13-19-68 à Bingöl, 21-14-65 à Hakkari, 22-14-64 à Tunceli, et 12-13-75 à Elazig.

A coté de tous ces facteurs cités, la principale raison d'un si haut pourcentage de oui à la "constitution" est l'absence totale d'une alternative réalisable aux impositions de la junte.

Avant le référendum, la junte a condamné toute opposition au silence sur le plan légal. Malgré le fait dans le processus de "démocratisation", les arrestations de masses, les procès et les intimidations se sont

poursuivis sans arrêt même après 7 novembre comme nous le reflétons dans les chapitres suivants de notre Bulletin.

Malgré cela, en dépit de toute répression, l'opposition démocratique aurait du mener en clandestinité une campagne plus effective contre la "constitution" et aurait du pouvoir convaincre les masses qu'il y avait une alternative réalisable. Malheureusement, les forces démocratiques de Turquie n'ont pas été capable lors de ces deux années de répression de constituer une union démocratique avec un programme concret qui puisse être une alternative aux impositions de la junte.

Alors que la gauche marxiste menait une cam-

pagne résolue contre la junte militaire en donnant de grandes pertes et avec des sacrifices énormes, le parti social-démocrate, Parti Républicain du Peuple d'Ecevit, a préféré rester inactif et poursuivre une politique de "attendre et voir". Sur l'arène internationale, Ecevit, au lieu de supporter les actions menées pour isoler la junte, s'est érigé en champion de la politique de conserver les relations entre la Turquie et le Conseil de l'Europe. Récemment il a répété cette thèse au député hollandais Van Den Gergh venu en Turquie pour observer le référendum au nom du Conseil de l'Europe.

Quand au parti de la Justice, les hommes d'affaire qui l'ont toujours soutenu lors de la période d'avant

./..

## ONE-MAN SHOW DU GENERAL EVREN

"Si vous ne voulez pas revivre la période d'avant le 12 Septembre 1980, vous devez dire 'oui' à la Constitution." (24.10)

"Nous avons préparé une nouvelle constitution sans aucun complexe d'infériorité, sans copier d'autres modèles dans une admiration des étrangers... Une nouvelle constitution qui est en accord avec nos coutumes." (25.10)

"Avez-vous confiance en moi? Avez vous confiance en mes compagnons du CNS? Si oui, je me porte garant de la Constitution. Vous devez lui dire 'oui'." (25.10)

"Isolez les opposant à la Constitution, tant qu'il restera un seul Turc sur ces terres sacrées, ces ennemis des Turcs, ces traîtres vendus, ces cerveaux-lavés, et ces déjénérés ne pourront même pas toucher une pouce des terres de la mère patrie des Turcs." (25.10)

"Ceux qui s'opposent à cette constitution ont mis des lunettes noires et voient tout en noir. L'intérêt de la société prime toujours sur l'intérêt des individus, sinon émerge l'anarchie." (26.10)

"Ces gens-là ont le cerveau-lavé. Vous ne pouvez changer leur opinion, même si vous leur coupez la tête, vous ne pouvez les séparer de leur idéologie malade." (27.10)

"Après 1970, certains jeunes officiers de l'armée se sont dirigés dans des activités bien lointaines de la démocratie. Et nous les avons liquidés sans aucune hésitation. Si toutes les institutions de l'Etat avaient fait la même chose, nous ne serions jamais tombés dans la situation précédent le 12 Septembre 1980." (28.10)

"Le maître de la Constitution est l'Armée turque. L'Armée turque est une part indispensable de la Nation turque. Par conséquent la Constitution sera une propriété de la société. Elle appartiendra à tout le monde." (30.10)

"Nous n'avons pas pour but de réparer et nettoyer les pots cassés puis les remettre entre leurs mains (les politiciens) afin qu'ils ne les cassent et salissent à nouveau." (31.10)

"Les 'seigneurs' des syndicats ont poussé les travailleurs à la faim et à la misère lors des périodes de grèves. Nul part au monde les ouvriers ne chantent et ne dansent devant les quartiers de grève, mais chez nous partout où il y avait une grève, les grévistes ont pris l'habitude de chanter et de danser dans une atmosphère de noce. L'oisiveté n'est pas une réussite, les gens ne devraient pas jubiler car ils ne travaillent pas."

"Les leaders des partis politiques dissous ont envoyé secrètement des messages à leurs anciennes organisations. Ils rêvent encore que leur anciens membres vont obéir à tout ce qu'ils disent. Une personne qui prend tout le monde en dehors de lui même pour un imbécile, et qui se croit être le seul à pouvoir diriger l'Etat est quelqu'un de dangereux." (31.10)

"Si les élections présidentielles avaient été menées avec deux, trois ou quatre candidats, cela aurait nécessairement déclenché une campagne électorale. Or la situation actuelle de l'Etat n'est pas compatible avec une telle campagne de propagande."

"Ils disent que les yeux d'Atatürk sont aussi bleus. Voyez-vous ces effrontés? Ils ajoutent que le ciel et la mer sont aussi bleus... C'est pour que les gens utilisent le bulletin bleu et disent 'non' à la constitution. Oui, la couleur du ciel est bleu, mais ce n'est pas cela qui est utilitaire. La fertilité vient des nuages et de la pluie. Maintenant les yeux d'Atatürk sont sur nous. Son esprit est avec nous. Avec ses yeux bleus, il les regarde avec indignation. Si cela avait été possible, ils les aurait cassés en mille morceaux, soyez en sûr." (1.11)

"A notre époque, les gens ne combattent plus autant en versant du sang, qu'avec de l'argent. Il y a une guerre idéologique et économique secrète. Nous avons gagné la première manche de cette guerre. Mais elle n'est pas terminée. Il y aura bien d'autres manches. Il nous aurait été impossible de les gagner si nous avions laissé en vigueur la Constitution de 1961." (1.11)

"Une fois que la constitution

sera adoptée, cela fermera la bouche aux européens." (2.11)

"Personne ne sera autorisée à lancer des campagnes contre l'abolition des articles 141-142 (interdisant la propagande et l'organisation communiste) du code pénal comme cela était le cas avant le 12 Septembre."

"Chaque jour nous recevons des lettres de menace mais nous n'y prêtons aucune attention." (2.11)

"Dans un rapport ils (les syndicats) ont dit que l'OTAN était une organisation agressive et ont invité les autorités à quitter l'OTAN. Or tout le monde et eux mêmes, sait que l'OTAN n'est pas une organisation agressive mais défensive." (2.11)

"Si l'Armée turque n'avait pas pris le pouvoir, les extrémistes l'auraient fait. Cette place de Taksim (à Istanbul) serait devenue la Place Rouge." (4.11)

"L'Etat ne pouvait rester spectateur alors qu'une révolution se préparait." (4.11)

"Si une publication est sectaire, provocante ou contient des secrets d'Etat, ceux qui écrivent ou publient de tels articles ou nouvelles, seront punis. De telles publications seront retirées de la distribution." (4.11)

"Les associations étaient contrôlées par ceux qui voulaient pousser la Turquie dans le désordre. Une association ne peut s'occuper de politique. Toutes les associations qui ne s'en accomoderont pas seront fermées." (4.11)

"Le seul but de nos ennemis est de détruire l'existence de la Nation turque, et rayer la Turquie de la carte. Nous n'oublierons jamais cette vérité." (5.11)

"Certains traîtres rusés conscients du succès du régime militaire disent que si vous voulez que les militaires restent au pouvoir, vous devez voter contre la constitution. Ne les croyez pas et votez oui pour le salut de l'avenir de notre pays, de l'Etat, de nos enfants et de notre nation. La question est de savoir si nous voulons ou pas retourner au chaos précédent le 12 Septembre 1980." (5.11)

le coup d'état, ont déclaré leur entière satisfaction devant la nouvelle "constitution" et ont empêché les leaders du parti de mener campagne contre elle.

Le parti néo-fasciste de Türkeş a été naturellement en faveur de la nouvelle "constitution" pour les raisons expliquées ci-dessus.

En dehors de la gauche marxiste la seule force politique à avoir mené campagne contre l'imposition de la junte a été le parti intégriste du Salut National d'Erbakan.

Comme les deux partis qui sont encore les forces massives de Turquie n'ont pas adopté une attitude ré-

solue contre la junte, la majorité des gens ont préféré voter pour le seul choix possible. L'allusion faite par le général Evren lors de sa campagne électorale au fait que même si la "constitution" était refusée, la junte militaire n'aurait pas quitté le pouvoir a aussi joué un rôle décisif dans le résultat du référendum. Les électeurs ont été obligés de voter la constitution dans l'espoir que seul un tel vote pouvait assurer le remplacement du régime militaire actuel par un civil même si celui-ci devait être autoritaire.

En bref, les électeurs ont voté pour le moindre des maux...

## LA PRESSE MONDIALE SUR LE REFERENDUM

La Constitution des généraux établit un système présidentiel autoritaire, sous lequel les droits et libertés fondamentales sont restreints et le cabinet civil et le parlement seront relégués à un rôle d'arrière plan. Les généraux ont dissous tous les partis politiques et ont -par le biais de la nouvelle constitution- proposé que 100 leaders politiques y compris les anciens premiers ministres Süleyman Demirel et Bülent Ecevit, soient interdits de politique pour 10 années. Les militaires n'ont pas permis à d'autres candidats de se proposer pour la présidence et de mener campagne contre la constitution. (The Financial Times, 8.11.1982)

On peut se poser la question de savoir si, à long terme, le Régime s'estimera heureux d'avoir obtenu un tel résultat. Les efforts, faits avec tous les moyens possibles, pour obtenir une majorité évidente, semblent avoir raté leur objectif, car des résultats de 90 pc ou plus font généralement songer à des régimes totalitaires. Même les deux référendums organisés par la Junte grecque, ne donnèrent pas des résultats aussi élevés. Dans l'enveloppe, le bulletin bleu avait un reflet nettement plus sombre; de plus, ces bulletins étaient plus épais, ressemblaient plus à du carton. Dans certains bureaux de vote -racontait-on en riant pendant la nuit de dimanche à lundi- on n'avait même plus ouvert les enveloppes lors du comptage, tellement le contenu des enveloppes était évident, vu de l'extérieur. (...) Dans un bureau de vote d'un quartier pauvre, situé à la périphérie d'Ankara, que j'ai visité par la suite, un fonctionnaire rapprochait de la lumière les enveloppes qu'on lui avait remises, et les glissait ensuite lui-même dans l'urne. Bien que la présence policière était un peu plus importante près de l'entrée, ici non plus ne régnait une atmosphère évidente d'intimidation. C'était comme si l'électorat s'était soumis d'avance à cette étrange façon de faire, qui est sans précédent dans l'histoire des élections en Turquie. (NCR-Handelsblad -Rotterdam-, 8.11.1982)

Etant donné que celui-ci (Demirel) fit attendre les journalistes pendant près de 45 minutes, ces derniers ont eu largement l'occasion de constater la transparence des enveloppes. Ils pouvaient compter les "oui" et les "non" qui tombaient dans l'urne. J'ai, moi-même, pu constater que dans l'école Caliskanlar -dans les bidonvilles du district de Mamak à Ankara- l'homme responsable de l'urne rapprochait les enveloppes de la lumière, avant de les glisser -et non pas les électeurs eux-mêmes- dans l'urne. (Volkskrant-Amsterdam-, 8.11.1982)

La dictature du général Evren: Importantes limitations des libertés fondamentales dans le texte de la Constitution. (El Pais, Madrid, 7.11.1982)

Elections bidon dans la Turquie des généraux. (La Repubblica, Rome, 7.11.1982)

Une loi qui perpétue la dictature des généraux. La nouvelle constitution "fortement autoritaire". Des

restrictions draconiennes ont été imposées à l'activité syndicale. (L'Unita, Rome, 8.11.1982)

20 millions de Turcs votent sans avoir le moindre choix. Les militaires turcs imposent leur conception bizarre de la démocratie. Les bureaux de vote n'étaient surveillés que par 2 ou 3 policiers. (Belang van Limburg, Hasselt/Belgique, 8.11.1982)

On ne saura jamais avec certitude si, en votant oui, les électeurs ont voté en faveur des généraux ou bien en faveur d'un retour au régime civil et d'une levée de la loi martiale aussi rapides que possible. On saura jamais non plus quelle aurait été leur attitude si une campagne démocratique avait pu précéder cette consultation. Et la première réflexion qui venait à l'esprit, en regardant dans quelques villages des paysans accomplir leur devoir électoral, c'est que ce pays compte près de 40 pc d'analphabètes et que, en l'absence de débat public, une grande partie de l'électorat n'était guère en mesure de juger en toute connaissance de cause de la Constitution proposée.

Tous les droits et libertés énoncés dans ce texte sont assortis d'un "mais", et il n'est pas un syndicaliste, pas un universitaire, pas un journaliste souffrant du régime militaire, pour penser que cette consultation constitue réellement un premier pas vers un retour à la démocratie et que, dans les sept ans qui viennent, il aura la vie plus facile. La seule consolation qui s'offre à ceux-là est de se dire qu'un plus fort pourcentage de "non" ne leur aurait peut-être valu que la crispation des militaires et un nouveau durcissement du régime. Les électeurs n'avaient rien à gagner à un vote négatif, et c'est sans doute l'élément principal qui rend cette consultation contestable, et hasardeux tout pronostic sur le comportement politique futur du peuple turc. (Le Monde, 9.11.1982)

La campagne du référendum possédait quelques ressemblances avec un plébiscite démocratique. Le général Evren, embarqué dans un long voyage rapide à escales multiples, flanqué de ses collègues militaires aux regards d'Aigles, a emoussé et a harangué la foule sur le thème du spectre des politiciens que les militaires ont renversés en 1980. Les discours étaient diffusés sur les radios télévisions turques nuit et jour. L'opposition n'a eu aucune occasion de répliquer. Ses leaders ont été interdits de prononcer des discours politiques. Et deux semaines avant le vote, une interdiction qui a frappé la presse qui généralement parle franchement lui interdisant toute critique à l'égard des discours du général Evren ou de la constitution. Plusieurs des supporters du général ont eux même trouvé cette mesure à la main lourde comme initule. (The Economist, 13.11.1982)

Les dirigeants militaires ont pris le monopole de la propagande et le général Evren durant sa tournée de 10 jours de campagne avant le référendum, a joué adroitement sur la mémoire effrayante des jours pré-

./..

cédant le coup d'Etat. L'un des plus importants griefs des opposants à la constitution a été le fait que le choix qui a été présenté au peuple a été entre le terrorisme et la sécurité et entre le patriotisme et la trafrique. A cause des restrictions imposés assez vite aux activités politiques, les partis traditionnels n'ont pas pu se présenter avec un programme cohérent afin de supporter leurs appels à voter non. C'est pourquoi le peuple s'est porté d'une manière "compréhensive" plus vers le choix offert par les militaires même si l'opposition aurait été capable de projeter un programme persuasif. (The Times, 9.11.1982)

Le pourcentage écrasant en faveur de la nouvelle Constitution soumise dimanche au référendum par la junte militaire turque, ne doit pas faire hausser les épaules. Car si le résultat préfabriqué d'une parodie de consultation populaire fait adopter comme prévu un texte constitutionnel taillé sur mesure par la junte pour légaliser et "civiliser" son pouvoir, il y a là plus qu'une simple opération d'adaptation du droit au fait accompli. En réalité, il s'agit non seulement d'institutionnaliser la dictature mais de la rendre acceptable au monde extérieur. (Le Drapeau Rouge, 9.11.1982)

Les militaires au pouvoir en Turquie depuis le coup d'Etat du 12 Septembre 1980 ont remporté, dimanche, à l'occasion du référendum constitutionnel, une victoire magistrale. L'ampleur de sa victoire ne met pas fin, pour autant, aux ambiguïtés de ce scrutin: certains observateurs, déjà, rappellent que sous la dictature en Grèce, les colonles avaient, eux aussi, prouvé leur "excessivement large popularité" à l'occasion d'un référendum. (La Libre Belgique, 9.11.1982)

Le taux de participation -très important, en ville et dans les campagnes- s'explique en partie par la crainte des électeurs d'être privés de leurs droits politiques pendant cinq ans (une sanction plus lourde que celles appliquées dans les pays où le vote est obligatoire) et surtout d'être ainsi désignés comme la cible d'une future répression. Il n'empêche que les conditions du scrutin (Isoloir, enveloppes) permettaient un vote négatif et que cette possibilité n'a été utilisée que par moins d'un électeur sur dix. Le référendum, il est vrai, n'offrait guère de réelle alternative: les militaires ayant annoncé qu'en cas de rejet de la constitution, le système actuel serait prolongé, il ne restait aux électeurs turcs qu'à choisir entre le président Evren et le général Evren... (La Cité, 9.11.1982)

Il est vrai que, cette fois, la Haute Cour électorale avait menacé d'amende les abstentionnistes. Il est vrai que les enveloppes dans lesquelles on mettait les bulletins étaient transparentes et laissaient deviner leur couleur, blanche pour le "oui", bleu pour le "non", ce qui, dans les petits villages où le muhtar (le maire), connaît tous ses administrés, pouvait s'avérer fort dissuasif pour les éventuels opposants. Il est vrai, encore, que, depuis deux semaines le bruit courait qu'un responsable du ministère de l'Intérieur serait présent dans chaque bureau de vote, et qu'il ficherait ceux qui se prononceraient pour le "non" et contre la Constitution. Et parlant des pressions exercées par les autorités militaires dans les régions de l'Est et du Sud-Est, à majorité kurde, menaçait la population de représailles en cas de vote négatif. Il est vrai, enfin, qu'il était interdit de faire campagne pour le "non"...

Les manifestations d'opposition ont été réduites à leur plus simple expression, parfois spectaculaire. Ainsi, samedi soir, l'organisation d'extrême gauche Devrimci Yol a réussi, en toute impunité, vraisemblablement en émettant depuis un bateau croisant au large de l'île des Princes, à diffuser peu après 21 heures, une émission de télévision pirate appelant à voter "non à la Constitution de la junte", que les Stambouliotes des banlieues sud-est ont pu capter pendant quatorze minutes.

Naturellement, la censure a immédiatement interdit la publication de cette nouvelle et les journaux du dimanche n'en ont pas fait mention. Ils ont également passé sous silence, toujours pour cause de censure, les quelques manifestations éclair, appelant à un vote négatif, qui se sont déroulées dans plusieurs banlieues ouvrières d'Istanbul.

Dimanche, encore, quelques petits actes de protestation ont encore été enregistrés dans plusieurs bureaux de vote: des électeurs s'efforçaient de rafler les paquets de bulletins blancs, laissant seuls en vue les bulletins bleus du "non". (Le Matin, 9.11.1982)

Référendum ou plébiscite? Seuls des communistes ou d'autres mauvais esprits peuvent poser une telle question. Le fait est que les Turcs ont dû se rendre aux urnes. Et qui oserait douter qu'il s'agisse vraiment d'un retour à la démocratie puisque le général Evren -Evren Pacha, comme on l'appelle-, chef de la junte militaire au pouvoir depuis le septembre 1980, est lui-même allé voter en complet veston. D'ailleurs, a-t-on jamais vu scrutin plus soigneusement préparé? En deux ans, tous les suspects d'opinions séditeuses ont été mis en prison. Selon les chiffres officiels, 106.446 y sont toujours détenus. Cent onze peines capitales ont été prononcées, vingt et une ont été exécutées. Les procureurs de la junte ont requis des milliers de sentence de mort. Des centaines procès sont en cours. Celui des la DISK, s'éternise depuis de longs mois. Scrupuleuse justice. Elle prend même le temps de torturer les détenus et d'inculper leur principal défenseur, le bâtonnier d'Istanbul. La presse est censurée, les activités politiques interdites. Qui prétendrait qu'Evren pacha ne fait pas régner l'ordre, et qu'il n'a pas ainsi réuni les meilleures conditions pour le scrutin d'hier. Quelle admirable minutie dans son organisation! Détaillé comme un règlement de caserne, un projet de constitution a été élaboré... (L'Humanité, 8.11.1982)

Le vote n'est pas obligatoire, mais hautement conseillé. En septembre, le pays a été consacré une journée entière pour permettre à quelques milliers d'enquêteurs de dresser une liste exhaustive des électeurs. Toute personne aperçue dans la rue était interpellée. Les abstentionnistes seront privés de leurs droits civiques pendant cinq ans avec impossibilité de voter aux élections législatives et municipales, et bien entendu, de s'y présenter.

Face au président du bureau de vote qui l'enregistre, le votant prend une enveloppe. Pas exactement transparente mais, lorsqu'on l'appuie contre une table, un bulletin de couleur peut être visible à l'intérieur. Là est le drame, car les imprimés défavorables à la constitution sont d'un joli bleu pâle.

Depuis hier, il est désormais possible d'allumer un téléviseur sans tomber sur un général et la radio a cessé la retransmission des lancinants discours du chef de l'Etat. Dans les derniers jours, la pression s'est accentuée. Jusqu'au 20 octobre, les opposants à la constitution ont pu s'exprimer à peu près librement, les syndicats, la presse dans son ensemble s'étaient alors élevés contre le projet de constitution, secondés par des professeurs, des étudiants et des membres du barreau. Après l'interdiction de faire campagne en faveur du "non" et de critiquer le chef de l'Etat, Evren a déclaré à ses proches: "Ils ont assez causé comme cela, maintenant c'est mon tour." Pendant dix jours, le général a sillonné le pays pour une campagne "à la turque" parfaitement organisée et planifiée au son de la musique militaire et des danses traditionnelles.

En face de ce "oui" massif, personne. Ou plutôt si, en secret, en sourdine, avec d'immenses risques. Des tracts non signés condamnant la constitution, ont été imprimés. Distribution éclair en forme de jets de papier au-dessus de la foule à Istanbul, Ankara, Izmir. Jusqu'à présent, 50 personnes ont été arrêtées parce

qu'elles portaient sur elles des publications défavorables aux généraux...

Mais ces rebuffades, coups d'éclat relevés ici ou là n'ont jamais tenu le choc face à l'immense machine de guerre électorale lancée par les généraux. (Libération, 8.11.1982)

Les milieux officiels Européens et Américains ont réagi Lundi avec un mélange de surprise et d'optimisme réservé à la large approbation par les électeurs turcs de la nouvelle constitution. A Washington, un porte parole du département d'Etat John Hughes, a déclaré: "Les USA ont bien accueilli l'effort du gouvernement militaire en Turquie afin de retourner à la paix et à la stabilité." La nature restrictive de la plupart des 193 articles de la constitution sera probablement la source principale des controverses aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Turquie." (International Herald Tribune, 1.11.1982)

Presque tous les politiciens qui étaient importants avant l'automne 80 sont interdits de politique pour 10 années (ce qui en pratique veut dire pour toujours) des activités futures. Cela veut dire l'élimination d'une entière génération expérimentée en gouvernement démocratique sous des circonstances très difficiles. (Neue Zürcher Zeitung, 15.11.1982)

Dans le référendum de dimanche, les électeurs ont eu à voter sous la menace d'aller en prison. La prochaine étape de la Turquie sera une démocratie qui n'en portera que le nom. Cependant la coopération militaire des USA avec la Turquie s'approfondit. Le dernier développement est un plan pour les Etats-Unis afin de

construire une nouvelle base aérienne et d'en moderniser deux autres à l'Est de la Turquie essentiellement pour le dessein de les utiliser dans la région du Golf. Pour ces bases une aide militaire supplémentaire a été promise aux Turcs. Cela veut dire sans doute que les Turcs ont utilisé les bases afin de pousser les Américains à prêter moins d'attention à la lenteur de leur développement et à leur occupation continue de la moitié de Chypre. Le Congrès aura une chance de classer cette issue lorsque l'administration viendra lui demander de l'argent. (The Washington Post, 15.11.1982)

L'analphabétisme (qui affecte 38 pc de la population) et la survivance d'un système quasi féodal dans beaucoup de campagnes notamment à l'est et au sud-est du pays, qui avaient profité avant le coup d'Etat aux partis traditionnels, ont aussi permis au régime militaire de retourner à son profit la passivité de l'électorat, notent les observateurs." (La Dernière Heure 9.11.1982)

Ces résultats ont certes été obtenus en partie grâce à la monopolisation de la campagne de propagande effectuée par le président du conseil national de sécurité et son refus d'instaurer tout débat autour du texte. (La Lanterne-La Meuse, 9.11.1982)

Le pourcentage étonnement élevé de "oui" ne satisfait pas tellement les généraux, car cela rappelle désagréablement les résultats obtenus dans des pays dictatoriaux... Le grave danger qui menace maintenant, c'est que le président Evren et la direction de l'Armée décident de tenir le pays sous un contrôle tellement strict... (De Standaard, Bruxelles, 9.11.1982)

## LA TERREUR D'ETAT

Nous avons déjà donné des exemples de la terreur d'Etat s'abattant sur les meneurs de campagne de "Non à la Constitution" ou ceux qui ont déclaré avoir voté "Non" à la "constitution".

La terreur d'Etat systématique en vigueur depuis le coup d'état du 12 Septembre s'est intensifiée au fur à mesure que l'on s'approchait du référendum. Et au lendemain du vote du 7 novembre qui soit-disant constituait le plus grand pas vers la démocratie, la répression, loin de diminuer s'est poursuivie sur le même rythme.

### PROCES SUR LES OUVRIERS

Alors que se poursuit l'interrogation des dirigeants de la DISK au tribunal militaire d'Istanbul, 19 syndicalistes et académiciens ont été inclus au procès le 6 octobre. Comme l'on demande la peine de mort pour 10 des nouveaux inculpés, le nombre total de peine de mort demandés dans ce procès s'élève à 62.

Parallèlement au procès de la DISK, les syndicats affiliés se voient intentés des procès de masse. Des dirigeants et représentants des syndicats suivant sont jugés avec des demandes de prison allant jusqu'à 20 ans: 28 membres du Syndicat du Textile, 20 du Syndicat des Métallurgistes, 27 du Syndicat de la Presse, 24 du Syndicat des Banques, 24 du Syndicat des Chimistes, 51 du Syndicat de l'Alimentation, 16 du Syndicat du Caoutchouc.

Par ailleurs, les procureurs militaires poursuivent 43 membres du Syndicat de Textile, 8 des Métallurgistes et 90 des Banques.

153 personnes condamnées pour avoir résisté aux licenciements en masse à l'usine de Taris à Izmir avant

le coup d'état, voient leurs procès révisés car la cour de cassation trouve insuffisante les peines octroyées, et sont nouveaux jugés avec une demande d'emprisonnement allant jusqu'à 24 années. 69 autres personnes sont recherchées au sujet de ce procès.

### LE PROCES DES PARTISANS DE LA PAIX

Les membres du Comité Turc pour la Paix qui sont jugés au tribunal militaire d'Istanbul et qui comprennent parmi eux des députés, des professeurs, des journalistes et des artistes sont emmenés aux audiences la tête rasée et sous des uniformes de détenus depuis le 13 novembre.

Par ailleurs, relié à ce procès, le procureur militaire d'Istanbul poursuit 160 intellectuels, alors que celui d'Ankara en poursuit 60 autres.

### DEMANDES DE PEINE DE MORT: 4.932

Des procès de masses avec demande de peine de mort contre plusieurs organisations de gauche se poursuivent. Les nouveaux procès sont indiqués ci-dessous. Le nombre de demande de peine de mort pour chaque procès est indiqué entre parenthèse à côté du nombre d'inculpés. Le nombre total de demande de peine de mort depuis le 12.9.80 s'élève désormais à 4.932.

- Dev-Yol: 8.10 à Istanbul: 58(5), 23.10 à Izmir: 179(66), 24.11 à Erzurum: 104(16)
- MiLSPB: 10.10 à Istanbul, 14(5)
- Parti Ouvrier de Turquie (TIP): 8.10 à Istanbul: 49(-)
- Parti Communiste de Turquie (TKP): 16.10 à Izmir 42(-)

- Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP): 10.11 à Adana 52(-)
  - Dev-Sol: 3.11 à Istanbul 385(86)
  - Parti Communiste Révolutionnaire de Turquie (TKP): 10.11 à Istanbul 21(-)
  - Parti Communiste/Marxiste-Léniniste de Turquie (TKP/ML): 11.11 à Diyarbakır 105(24)
- Un membre de Dev-Yol a été condamné à mort à Izmir le 28.10.1982..

#### PRESSION SUR LES AVOCATS

Les avocats dont les droits d'exercer sont déjà limités par le fait des tribunaux militaires, se voient en plus intentés des procès afin de les intimider.

A Konya 5 avocats sont jugés depuis le 3.10 avec une demande de cinq ans de prison pour avoir insulté le procureur militaire lors de leur plaidoirie.

Maître Halit Celenk est jugé depuis le 25.11 au tribunal militaire pour avoir incité ces clients à outrepasser la loi.

#### LE PROCES D'ERDOST

Muzaffer Erdost, frère de l'éditeur Ilhan Erdost assassiné sous la torture à la prison militaire de Marmak juste après le coup d'état militaire est jugé au tribunal militaire d'Ankara depuis le 17.11 pour avoir relaté cet événement à la télévision hollandaise. Muzaffer Erdost avait été torturé également avec son frère et était témoin direct de l'assassinat d'Ilhan Erdost. Le procureur militaire prétend que Erdost a humilié l'Etat turc en racontant cet événement à une télévision étrangère.

#### NOUVELLES CONDAMNATIONS

Du 6.10 au 13.11 plusieurs tribunaux militaires ont prononcé divers condamnations à l'encontre de: 24 membres de l'Union des Communistes Révolution-

naires (TIKB), 4 de Dev-Sol, 4 de Libération du Peuple, 16 de Dev-Yol, 12 de divers gauche, 3 de droite.

Dogu Perinçek, président du Parti Ouvrier-Paysan de Turquie (TIKP) a été condamné à 1,5 ans à Istanbul et à 1 an à Ankara.

#### LA CHASSE A L'HOMME

Talip Yılmaz, militant du İMLSPB a été abattu par les forces de l'ordre le 23.10 à Istanbul alors qu'il tentait de s'échapper de la prison militaire de Hasdal.

Les cadavres de 10 membres du Parti Ouvrier du Kurdistan (PKK) ont été retrouvés le 21.11 près des rives du Tigre.

Du 6.10 au 24.11, ont été arrêtés: 38 membres du TKP, 1 du KUK, 6 du Devrimci Kurtulus, 13 de Kurtulus, 21 de Dev-Sol et 14 de droite.

Par ailleurs 41 personnes ont été arrêtées à Kayseri le 2.11 pour ne pas s'être levé lors de l'Hymne National.

#### GUNEY RADIE DE LA NATIONALITE

Le cinéaste Yılmaz Güney qui a gagné le prix du festival de Cannes avec son film Yol a été radié de la nationalité turque par décision du gouvernement datée du 28.10.

#### ASSASSINAT POLITIQUE EN HOLLANDE

Nubar Yalimyan, citoyen turc d'origine arménien ne vivant à Utrecht en Hollande a été abattu par un homme armé alors qu'il se rendait à son domicile.

L'on a appris que Yalimyan âgé de 22 ans, connu sous le pseudonyme de Reso Yalim et membre du TKP/ML était poursuivi depuis un certain temps en Turquie.

Le TKP/ML a publié un communiqué de presse qui dénonce des agents de la MIT (Organisation Nationale de Renseignement turque) comme l'assassin.

### LA VIE INTELLECTUELLE

- A Istanbul, l'éditorialiste du quotidien Milli Gazete, Sadık Albayrak a été emprisonné pour purger sa condamnation à 16 mois de prison. (5.10)

- Le procureur militaire a inculpé le Prof. Sadun Aren pour son livre de cours intitulé "Macro-Economie" et a réquiert 20 ans de prison contre lui. (6.10)

- L'éditorialiste du quotidien Tercüman Mme Nazlı Ilıcak a été incarcérée à Istanbul pour purger une condamnation à 3 mois de prison. (8.10)

- Six professeurs de l'Académie de l'Economie et du Commerce d'Adana ont été condamnés à 8 mois de prison chacun par le tribunal militaire. (13.10)

- L'éditeur de l'hebdomadaire Savas Yolu actuellement interdit, Ibrahim Arık a été condamné à 15 ans de prison par le tribunal militaire d'Izmir. (16.10)

- Le Ministère de l'Education Nationale a annoncé que 4.968 enseignants du primaire et du secondaire ont été chassés de leurs écoles depuis le coup d'état.

- Le correspondant de l'Agence de Presse Turque Mehmet Ali Zarıfıoğlu a été arrêté par les militaires à Istanbul. (24.10)

- Un nouveau procès a débuté au tribunal militaire d'Istanbul contre deux journalistes du quotidien Tercüman, Nazlı Ilıcak et Aydogdu İter. (26.10)

- L'introduction en Turquie du mensuel Tek Cep-

he publié à Bruxelles a été interdit par le conseil des ministres. (6.10)

- La publication du quotidien Yeni Nesil a été interdite par les autorités de la loi martiale à Istanbul.

- Tahsin Yılmaz, professeur adjoint de la Faculté des Sciences Sociales de l'Université d'Egée, a été inpar le procureur militaire pour avoir fait de la propagande de communisme dans ses livres de cours et risqué 5 années de prison. (11.11)

- Le journaliste Akın Kıvanç a été condamné à 10 mois de prison et a été incarcéré juste après le verdict, pour avoir humilié l'Etat.

- Le président de la Commission Supérieure d'Enseignement (YOK) a annoncé que 192 enseignants universitaires avaient été licenciés et 204 autres mutés à d'autres postes. La YOK a lancé une opération de liquidation des professeurs progressistes qui sont connus pour être des opposants au régime. D'autres ont démissionné pour protester contre la YOK (10.11)

- Les autorités militaires ont interdits la publication par le quotidien Cumhuriyet des "mémoires" de l'ancien général Cemal Madanoğlu, un des 38 membres du Conseil d'Unité Nationale qui était l'auteur du coup d'état militaire progressive du 27 Mai 1960 et connu pour être opposé au régime actuel. (23.11)

---

 RESISTANCE / SOLIDARITE
 

---

17.10: Des opposants à la junte ont occupé l'office de Turkish Airlines à Stuttgart en RFA. Le même soir a eu lieu à Vienne en Autriche une "Soirée de Protestation contre le Régime Turc et de Manifestation de Solidarité avec ses Victimes"

22-23.10: La CES a organisé un séminaire de deux jours à Bruxelles sur le thème d'une discussion autour des problèmes du mouvement syndical turc face à la nouvelle constitution. Des universitaires et des représentantes syndicales turcs ainsi que les représentants de la CISL, de la CES, de la CMT et des organisations affiliées ont participé au séminaire. Les participants ont déclaré qu'au moins 27 articles de la constitution étaient en contradiction avec les articles 5, 10 et 15 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

25.10: Des militants turcs ont posé des banderoles sur les murs du consulat général de Turquie à Hanovre pour protester contre le régime militaire.

30-31.10: Les organisations anti-fascistes de Turquie ont organisé à Cologne en RFA une conférence de deux jours sous le mot d'ordre de "Non à la Constitution de la Junte". Les représentants des organisations démocratiques et des syndicats européens ont assuré de leur soutien la campagne contre le régime militaire et sa constitution.

31.10: La centrale syndicale française, la CFDT a organisé une journée de solidarité avec la DISK à Paris. Dans la matinée les représentants de la DISK et de la CFDT ont tenu une conférence de presse en commun et ont donné des informations au sujet de la violation des droits syndicaux en Turquie. Yılmaz Güney, cinéaste palme d'or au festival de Cannes a également participé à la réunion ainsi que d'autres artistes distingués de Turquie comme Tülay German, Isik Yenersu et Suat Saka ont pris part au programme artistique devant une foule de 3.500 spectateurs.

3.11: Quelques militants de Dev-Sol ont occupés le Consulat de Turquie à Cologne en RFA pour but d'attirer l'attention sur le caractère anti-démocratique du référendum qui se déroulerait au 7 novembre. La même organisation a effectué des actions similaires comme l'occupation de l'office de tourisme turc à Amsterdam le 5 novembre, et des bureaux de la Turkish Airlines à Paris et à Munich le 9.11.82.

5.11: Durant le match de football Austria Vienne-Galatasaray d'Istanbul, à Vienne des militants de Dev-Yol ont affiché des bannières portants des slogans contre la junte.

6.11: Les démocrates de Turquie ont participé à Freiburg à une soirée de solidarité avec les peuples opprimés.

6.11: L'Union des Travailleurs Turcs en Belgique a organisé une manifestation devant l'Ambassade de Turquie à Bruxelles pour protester contre la constitution.

6.11: Radio Athènes en Grèce a passé un programme spécial au sujet du référendum en Turquie avec la participations d'artistes et de personnalités progressistes turcs.

Par ailleurs les travailleurs turcs en RFA ont participé en masses aux réunions organisées par le syndicat allemand, le DGB pour protester contre les mesures anti-populaires prises par le gouvernement de la RFA et ont aussi portés des bannières protestant contre la répression en Turquie.

Egalement en Suisse et au Danemark, une série de manifestations ont été organisées pour rendre public la véritable nature du référendum tenu en Turquie.

## CAMPAGNE DES INTELLECTUELS

Des centaines de célébrités du monde des Arts et de la Science ont signé une déclaration commune qui attire l'attention de l'opinion publique sur le fait que le "retour à la démocratie" proposé par la junte n'est rien d'autre qu'une amère déception. Parmi les signataires nous retrouvons: André Bialek, Christian Stefanski, Professor François Rigaux, Michel Wolff, Claude Déjardin, Jacques Nagels de Belgique; P. Athanasiou, T. Derveniotes, Maria Farantouri, A. Kaldaras, Christos Lentis, Manos Loizos, O. Nicolopoulos, Mikis Theodorakis, V. Vassilikos, D. Saprandis, Yannis Ritsos, V. Risiotis, J. Kakoulidis, Lady Amalia Fleming, Prof. Nikolinos de Grèce; Jacques Florencie, Catherine Ribeiro, Francesca Solleville, Prof. Goussault, Prof. Bernard Grelon, Joe Nordmann, Prof. M. P. Weyl, Jacques Bourderie de France; Peter Hofmann, Hanna Schwarz, Hans Sotin, Prof. Gerhard Stuby, Ingeborg George, Prof. Dieter Ernst, Prof. Klaus L. Harkort, Klaus Thüsing de RFA; Paco Ibañez d'Espagne; Fredrick Kirkpatrick, Pete Seeger, Ramsey Clark, Susan George, Prof. Ned. Levine des Etats Unis; Berd Weikl d'Autriche; Amar Bentoumi, Prof. M. Beniassu d'Alger; Prof. Alioune Beye de Mali; Prof. L. Contorelli d'Italie; M. I. Lazarev, Prof. S. Mamontov, Vassily Mazov d'URSS; Thar Ben Jelloun de Maroc; Ariel Dorfman, Isabelle Latelier, Armando Uribe de Chile; Prof. Eqbal Ahmad de Pakistan; R. de Cendrero, Prof. Cayetano Ilobet de Mexique; Prof. Barun De d'Inde; Prof. Orlando Fals-Borda de Columbie; V. Lyssarides, A. Ziartides de Chypre; Etienne Oko de Congo; Prof. Juan Pegoraro d'Argentine; Prof. L. Sala Molins de Catalan-Espagne; Dr. Terisa Turner de Canada.

---

 RELATIONS EXTERIEURS
 

---

## TURQUIE - EUROPE

- La Commission Européenne des Droits de l'Homme a accepté de délai demandé par la Turquie jusqu'à fin Janvier 82 pour répondre par écrit aux accusations au sujet de la violation de la Convention Européenne des Droits de l'Homme émises par 5 pays européens, la France, les Pays-Bas, le Denmark, la Norvège et la Suède. (6.10)

- L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a estimé que le projet de Constitution turque ne répond pas aux exigences d'une véritable démocratie et a invité les autorités turques à le reviser. La nouvelle Constitution doit "assurer le pluralisme des partis politiques et des syndicats, la protection et l'égalité du traitement des minorités religieuses, la prééminence du droit et la séparation des pouvoirs et incorporer la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés



fondamentales," déclare la résolution adoptée par l'Assemblée. (DR-8.10)

- "De l'avis de tous les observateurs, le référendum s'est déroulé de manière correcte du point de vue technique. Mais on en arrive inévitablement à la conclusion que dans le pire des cas cette Constitution engendrerait un système très autoritaire et, dans le meilleur des cas, une démocratie fortement guidée. Elle ne répond pas aux critères d'une démocratie occidentale." Voilà les impressions du député Harry van den Bergh (social-démocrate) lors de son retour de Turquie, où il assista au référendum au nom de l'Assemblée du Conseil de l'Europe. (Volkskrant, Amsterdam 9.11.1982)

- Uwe Kai Von Hassel, le rapporteur du parlement européen sur les affaires turques, a appelé à une reprise de l'aide accordée à la Turquie par l'Europe de l'Ouest. Il a déclaré que la Turquie avait franchi la première étape de son retour à la démocratie en adoptant sa nouvelle constitution. (DN-10.11)

- Trois jours après le référendum sur la nouvelle Constitution en Turquie, les ministres des Affaires étrangères des "21" (Conseil de l'Europe), réunis mercredi à Strasbourg, ont adopté une attitude attentiste évitant toute position trop tranchée sur le problème turc. "Quelles que soient les institutions en Turquie, il ne nous revient pas de juger le système constitutionnel adopté par ce pays, qui relève de la compétence des Turcs eux-mêmes", a déclaré à la presse André Chandernagor, ministre français chargé des Affaires européennes. (DR-12.11)

- La Turquie va commencer à riposter aux pays de la CEE qui restreignent les importations de textile et de prêt-à-porter en provenance de la Turquie, a déclaré Bülent Ulusu, premier ministre de Turquie. "Sous de telles circonstances le gouvernement est arrivé à la conclusion que des mesures devaient être prises afin de combler de déficit commercial de la Turquie avec CEE. Puisqu'ils nous empêchent de vendre plus, le seul moyen de combler ce déficit est donc de réduire les importations en provenance de la CEE," a-t-il déclaré. (DN-12.11)

- Le "Rapport de l'Aile Sud" présenté à la réunion de l'OTAN à Londres a critiqué la constitution turque. Le parlementaire hollandais Tom Frinklin, rapporteur, a dit: "Il peut y avoir des différences entre la constitution rentrée en vigueur par le référendum et ses applications dans la vie politique, je n'admet pas le point de vue selon lequel il pourrait y avoir des conceptions de démocratie différentes dans les pays méditerranéens." (M-19.11)

- Le chancelier Kohl s'étant mis d'accord avec le président Reagan pour soutenir le régime militaire turc, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Gentscher, s'est rendu le 19 novembre à Ankara où il a promis de plaider au Parlement de Bonn le déblocage d'une aide économique de l'ordre de 400 millions de DM dans le cadre de l'OCDE. En contrepartie, Ankara accepterait le rapatriement d'une centaine de milliers d'immigrés turcs vivant en RFA. (DR-25.11)

- En réponse à la question de James Lamond au sujet de la violation des droits de l'homme en Turquie le premier-ministre britannique Margaret Thatcher a dit: "Comme l'honorable gentleman le sait, le gouvernement turc s'est engagé à restaurer la démocratie, ce qui est un spectacle beaucoup plus joyeux que celui offert par l'URSS". (DN-24.10)

- Le gouvernement Belge a signé un accord avec le gouvernement Turc pour le don d'une aide de 300 millions de francs belges à l'égard de la Turquie dans le cadre de l'assistance financière de l'OCDE à la Turquie pour 1982. (DN-24.11)

## TURQUIE - USA

- Plus de 250 hommes d'affaires turcs et américains se sont rencontrés à Istanbul entre les 3 et 6 octobre, afin de discuter en groupes sur les perspectives du lancement de la coopération économique Turco-américaine. Un banquier américain Burce McCormack a déclaré: "La Turquie peut devenir le panier à pain du Moyen-Orient. Les investisseurs des pays étrangers sont en premier abord intéressés par la durabilité de l'administration de ce pays." Ali Koçman, président de l'Association des Hommes d'Affaires et des Industriels Turcs a annoncé que "les hommes d'affaires turcs ont proposé aux américains de nombreux projets à développer conjointement. Les hommes d'affaires américains veulent utiliser la Turquie comme un avant poste économique où ils pourraient produire sur place et exporter vers le Moyen et Proche Orient." (DN-6.10)

- C'est la première fois que les Forces Rapides de Déploiement Américaine prennent part aux manœuvres de l'OTAN au nom de code "Détermination 82" transportés en Turquie et débarqués leurs troupes par les airs sur Kesan dans la région de la Thrace turque.

- Le chef de la CIA, William Casey a effectué une visite de 36 heures en Turquie et a discuté avec les autorités turques. Le premier ministre Ulusu en réponse à une question posée a déclaré qu'il ne pouvait révéler les sujets discutés de la coopération militaire entre les USA et la Turquie. (M-15.10)

- L'éditorialiste de Washington Post a rapporté que les USA cherchaient des sites pour des bases aériennes à l'Est de la Turquie qui pourraient être utilisées afin d'empêcher l'URSS de descendre au sud dans la région du Golf. Ce rapport coïncide avec les rapports en provenance de Washington indiquant que les USA alarmés par les répercussions possibles de la guerre Iran-Irak, considéraient la Turquie comme une base permanente pour la Force Rapide Déploiement.

- Le ministre de la défense turque Haluk Bayülken a déclaré que la Turquie et les USA avaient signé un accord pour améliorer et moderniser les facilités d'utilisation par les forces des USA en temps de crise grave ou guerre, d'un nombre indéterminé de bases aériennes turques. (DN-1.11)

- Lors d'un autre interview à la presse turque, Haluk Bayülken a déclaré que la coopération militaire était envisagée avec l'Arabie Saoudite, la Jordanie et la Tunisie.

- Lors de sa visite à Ankara, le ministre des affaires étrangères égyptien M. Kemal Hasan Ali a déclaré que l'Egypte était prête à une coopération stratégique avec la Turquie. (C-5.11)

- L'ambassadeur des USA M. Robert Strausz-Hupe a déclaré à la presse turque qu'il y avait des projets de stocker de l'équipement militaire dans les bases aériennes turques qui vont être modernisées d'après l'accord turco-américain. En même temps, le Washington Post rapporte que deux bases aériennes situés à Batman et à Erzurum allaient être modernisées et qu'une autre allait être construite à Mus, toutes situées à l'Est de la Turquie. (DN-15.11)

- Le président Reagan et le Chancelier Helmut Kohl ont annoncé dans un communiqué commun à Washington que les deux pays allaient encourager les efforts du gouvernement turc pour retourner à la démocratie. (M-18.11)

- Le directeur général de l'AAFLI, institut d'éducation de travail financé par la CIA, M. Morris Palladino, est venu en Turquie pour discuter avec les leaders de la Türk-İs, la centrale syndicale pro-gouvernementale. Il a été annoncé que l'AAFLI avait garanti 20 millions de lires turques pour financer le complexe d'instructions de la Türk-İs. (M.15.10)